



financement et moderniserons notre gestion fondée sur les résultats et nos procédures de gestion des risques afin de mieux répondre au contexte particulier des pays et des partenaires et de favoriser des décisions plus rapides en matière de financement. Ceci nous aidera à améliorer la prévisibilité et la transparence de nos décisions en matière de financement.

Le gouvernement du Canada gère les ressources financières allouées à l'aide publique au développement et aux autres formes d'aide internationale avec son enveloppe de l'aide internationale (EAI). Gérée par le ministère des Finances et Affaires mondiales Canada, l'EAI englobe des ressources réservées chaque année aux contributions destinées aux institutions financières internationales (telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques régionales de développement), à la coopération pour le développement, à la recherche sur le développement (par l'intermédiaire du CRDI), à la paix et à la sécurité, à l'intervention de crise, de même qu'à des initiatives particulières menées par d'autres ministères et organismes du gouvernement du Canada. Le Canada est résolu à faire preuve de plus de transparence et à faire rapport sur les dépenses au titre de l'EAI. Chaque année, il rendra public le niveau de l'EAI.

Dans le cadre du programme de résultats et de livraison du gouvernement du Canada, Affaires mondiales Canada continuera de faire rapport au Parlement et aux Canadiens au moyen du rapport annuel sur la *Loi sur la responsabilité et matière d'aide*

au développement officielle et du Rapport sur les résultats ministériels qui sera présenté dans un format simplifié et accessible avec des indicateurs améliorés. De plus, Affaires mondiales Canada continuera à publier de l'information sur les programmes d'aide internationale (y compris des résultats) par l'intermédiaire de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

LE CANADA À TITRE DE DONATEUR FÉMINISTE

L'analyse historique des dépenses d'aide internationale du Canada depuis 2010 indique que seulement 1 à 2 % des investissements ont appuyé des programmes spécialement conçus pour promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles; en 2015-2016, seulement 2 % de ces dépenses répondaient directement à ces objectifs. Par ailleurs, les évaluations de programme ont fait état d'un moins grand intérêt porté à l'égalité des genres au fil du temps, et en particulier au cours de la dernière décennie. Cela va à l'encontre du rôle ambitieux et positif que les Canadiens espèrent voir leur pays jouer sur la scène mondiale.

Pour faire de notre approche féministe une réalité, nous modifierons ce point et mesurerons de manière systématique nos progrès et nos résultats. À l'avenir, le Canada augmentera son soutien à l'égard d'initiatives qui favorisent l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et qui en font des priorités.